

N° 175 - Mars 2026

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



FRANCOPHONIE

LE DUEL

LOUISE MUSHIKIWABO - JULIANA LUMUMBA

À PARTIR DU 29 MARS 2026

DEPUIS LA FRANCE, CONNECTEZ PLUS FACILEMENT ABIDJAN AVEC NOS NOUVEAUX HORAIRES

PARIS - ABIDJAN ———> 08 VOLS PAR SEMAINE

Départ	Arrivée	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
08h00	12h40							
11h55	16h35							

ABIDJAN - PARIS ———> 08 VOLS PAR SEMAINE

Départ	Arrivée	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
14h40	23h20							
22h15	06h55							

J-1 woooo

PS : Horaires exprimés en heure locale



DIASPORAS-NEWS

édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services

39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com

Tél. : +339 50 78 43 66

Mob. : +336 34 56 53 57

Fax : +339 55 78 43 66

contact@diasporas-news.com

Contact Publicité

+336 34 56 53 57

publicite@diasporas-news.com

Président - Directeur de Publication

Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président

Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :

Lamine THIAM - Malick DAHO

Jean-Christophe PAGNI

Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU

Guy Florentin YAMEOGO

Kokouvi EKLOU - Landry ANUARITE

Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO

Redouane BENALI

Directrice Marketing

Relations Publiques

Coura SENE-DIACK

Direction Artistique

Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire

Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo

Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes

Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône

Valentin G. SIKELY

Développement Hérault

Benjamin AKA

Développement Ile de France

BOZ

Développement Haute-Garonne

Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes

Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution

ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

LE CONTINENT OUBLIÉ D'UNE GUERRE QUI REDESSINE LE MONDE



L'Afrique se trouve pris dans une dynamique qui le dépasse. (Ph : DR)

Il est frappant de constater que, dans la guerre qui oppose aujourd'hui les États-Unis et Israël à l'Iran, l'Afrique semble presque absente du récit médiatique global. Pourtant, ce conflit pourrait bien entraîner des conséquences profondes pour le continent —économiques, stratégiques et politiques— tout en révélant une position diplomatique africaine encore en construction. Car, en réalité l'Afrique est un continent spectateur... mais directement exposé

La première réalité est simple : l'Afrique n'est pas militairement impliquée, mais elle subira probablement une grande partie des conséquences. L'escalade entre Washington, Tel-Aviv et Téhéran menace déjà les routes énergétiques mondiales, notamment le détroit d'Ormuz, par lequel transite une part majeure du pétrole mondial. Une perturbation durable entraînerait une flambée des prix de l'énergie et du transport maritime. Avec pour conséquences une hausse du coût de la vie et des tensions sociales possibles. L'Union africaine et la CEDEAO ont d'ailleurs averti que ce conflit pourrait affecter l'énergie, le commerce et la sécurité alimentaire du continent. Autrement dit, l'Afrique risque de payer une guerre qui ne se déroule pas sur son territoire.

Face à l'escalade, plusieurs États africains ont adopté une ligne diplomatique relativement similaire : appel à la retenue et au dialogue. L'Algérie, l'Égypte, la Tunisie, le Sénégal ou l'Afrique du Sud ont exprimé leur inquiétude et condamné l'usage de la force ou les violations du droit international. Cette prudence n'est pas anodine. Elle reflète une tradition diplomatique héritée du mouvement des non-alignés : ne pas se ranger trop vite dans un camp dans les rivalités entre grandes puissances. Cependant, cette neutralité apparente masque en réalité une grande diversité d'intérêts et de positions.

Depuis une dizaine d'années, le continent est devenu un espace où plusieurs puissances

cherchent à étendre leur influence : les États-Unis et leurs alliés occidentaux, la Chine et la Russie, les puissances du Golfe, et désormais l'Iran. Dans certains pays africains, l'Iran entretient des relations diplomatiques, économiques ou religieuses (notamment via des réseaux chiites en Afrique de l'Ouest et de l'Est). À l'inverse, Israël a renforcé ses liens sécuritaires et technologiques avec plusieurs États africains. Résultat : les gouvernements africains doivent composer avec des partenariats multiples et parfois contradictoires. Prendre clairement parti dans le conflit reviendrait souvent à risquer de perdre un allié stratégique, un investisseur ou un soutien diplomatique.

Un autre élément inquiète certains analystes : la possibilité que la guerre déborde vers la mer Rouge et la Corne de l'Afrique. Des groupes alliés à l'Iran, comme les Houthis au Yémen, pourraient viser des positions américaines ou israéliennes dans cette région stratégique. Or cette zone est essentielle pour le commerce mondial et pour plusieurs pays africains riverains comme Djibouti, l'Érythrée ou le Soudan. Une militarisation accrue de cet espace maritime aurait des conséquences directes pour la sécurité et le commerce africain.

L'Afrique n'est pas au cœur du conflit actuel, mais elle n'en est certainement pas extérieure. Entre dépendance économique aux marchés mondiaux, rivalités d'influence des grandes puissances et risques sécuritaires dans certaines régions stratégiques, le continent se trouve pris dans une dynamique qui le dépasse largement. Dans cette guerre comme dans d'autres, la question demeure : l'Afrique restera-t-elle un théâtre périphérique des rivalités globales, ou parviendra-t-elle à devenir une voix politique capable de peser sur le cours des crises internationales

Malick Daho



COOPÉRATION NORD-SUD

FRANCE-TCHAD, la grande réconciliation



Emmanuel Macron et Mahamat Idriss Déby Itno ont affirmé l'ambition d'un partenariat revitalisé. (Ph: DR)

La visite du président Mahamat Idriss Déby à l'Élysée, fin janvier, a acté la réconciliation entre Paris et N'Djamena, un an après le départ des soldats français du Tchad. Les projets de coopération comprennent un discret volet militaire. La brouille appartient-elle au passé ?

Après la pluie, le beau temps... Plus d'un an de tensions (dont le pic avait été le départ des troupes françaises du Tchad, le 30 janvier 2025) N'Djamena revient vers Paris. Invité officiellement pour une visite de travail, le président Mahamat Idriss Déby Itno a rencontré, à l'Élysée, son homologue français Emmanuel Macron. Le jeudi 29 janvier, en effet, les deux hommes ont ainsi acté la relance des relations entre les deux pays. « Nous avons la responsabilité de préserver les acquis, tirer les enseignements du passé et gé-

nérer des nouvelles ambitions conformes aux attentes et intérêts de nos peuples respectifs », a déclaré Mahamat Idriss Déby Itno dans un communiqué publié par la présidence tchadienne. Les deux chefs d'État « ont affirmé l'ambition d'un partenariat revitalisé », a affirmé l'Élysée de son côté.

C'était quoi le problème entre Paris et N'Djamena ? Les liens entre le Tchad et l'ancienne puissance coloniale s'étaient brusquement tendus en novembre 2024, lors d'une visite du ministre des Affaires étrangères français. Les autorités tchadiennes avaient annoncé,

sans préavis, la rupture de l'accord de défense liant les deux pays depuis 1976. N'Djamena avait donné deux mois à Paris pour évacuer ses soldats (estimés à un millier) des trois bases qu'ils occupaient alors sur son territoire. En réponse, sans toutefois citer le Tchad mais provoquant la colère de la présidence, Emmanuel Macron avait évoqué « l'ingratitude » de certains pays africains vis-à-vis de l'armée française.

Mais un peu plus d'un an plus tard, le ton a changé. « La redynamisation de la coopération économique est une priorité, a affirmé la présidence tcha-

dienne, citant les domaines de l'énergie, du numérique, de l'agriculture, de l'élevage, de l'éducation et de la culture. Une vision partagée par la France, pour qui « le prisme n'est plus sur le sécuritaire mais sur les dynamiques d'investissements et d'échanges culturels », a indiqué l'Élysée.

Les deux présidents ont également abordé la situation au Soudan, où le conflit opposant depuis avril 2023 l'armée aux

paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) a tué plusieurs dizaines de milliers de personnes et en a déplacé plus de 12 millions selon l'ONU, dont près d'un million au Tchad. Selon la présidence française, Emmanuel Macron et Mahamat Idriss Deby Itno ont « exhorté » les belligérants « à mettre en œuvre la trêve humanitaire proposée par le Quad » (groupe de médiateurs réunissant États-Unis, Égypte, Arabie saoudite et

Émirats arabes unis, appelant de leurs vœux) un environnement international propice à une résolution du conflit ».

Il est prévu que le Tchad et la France coorganisent un Forum des Affaires à Paris en avril. Là encore, N'Djamena a voulu s'ouvrir à de nouveaux partenaires comme la Turquie, très présente en Afrique mais de gros problèmes de corruption perdurent au Tchad qui nuisent aux affaires.

La France qui est dans une situation financière délicate ne va pas investir massivement au Tchad. Mais elle peut plaider sa cause auprès des grandes instances économiques comme le FMI ou la Banque mondiale pour qu'elles se montrent plus à l'écoute. De ce point de vue, il est intéressant pour N'Djamena de se réconcilier avec Paris.

Alain Dossou

- Les dessous d'un réchauffement diplomatique

Paris et N'Djamena ont acté un nouveau départ après des tensions liées notamment à la rupture unilatérale, par le Tchad, de l'accord de défense liant les deux pays. Pourquoi ce réchauffement diplomatique ?

Les liens entre le Tchad et la France s'étaient dégradés avec la rupture soudaine par N'Djamena de l'accord de défense liant les deux pays en novembre 2024, entraînant le départ accéléré des soldats français. « Le désaccord ne portait pas sur la fermeture de la base militaire française mais plutôt sur la méthode », rappelle une source diplomatique française, précisant néanmoins que les relations diplomatiques n'ont jamais été rompues.

La visite à Paris a permis « de lever les incompréhensions et d'aplanir les divergences » a indiqué la présidence tchadienne. Les deux chefs d'État « ont affirmé l'ambition d'un partenariat revitalisé », selon l'Élysée tandis que le Tchad qualifiait la coopération économique de « priorité ». Roland Marchal, spécialiste du Tchad, revient sur les raisons profondes des palabres. « La décision de rompre la coopération militaire avec la France a été prise après la visite au Tchad du ministre des Affaires étrangères français Jean-Noël Barrot en novembre 2024, lors de sa



Le régime tchadien se sent vulnérable régionalement et a besoin d'amis puissants. (Ph: DR)

première tournée africaine. Des échanges perçus comme trop péremptaires avaient suscité la colère du président tchadien, selon plusieurs membres de son

entourage. Du côté français, la demande brutale par le Tchad du départ des troupes a été mal perçue par Emmanuel Macron qui avait eu la fameuse phrase

« ils ont oublié de nous dire merci » mais également par les militaires. Ces derniers étaient

présents depuis longtemps au Tchad, y avait noués de solides relations et ont eu l'impression d'être mis à la porte sans les formes ». Avant d'éclairer les lanternes sur la réconciliation entre les deux pays. « Le président tchadien est aujourd'hui dans une position régionale difficile. De l'autre côté de sa frontière au Darfour, les Forces de soutiens rapides (FSR) se livrent à des nettoyages ethniques (alliance d'anciens groupes re-

belles qui combattent au côté des Forces armées du Soudan). Cette situation a des implications fortes sur les familles tchadiennes y compris celles des militaires. Certains d'entre eux quittent l'armée pour rejoindre les forces armées du Darfour contre les FSR. À cela s'ajoutent des tensions et une forme de contestation au sein de la société civile tchadienne, liée au régime très dur de Mahamat Idriss Déby Itno. Enfin la relation

avec le Niger, à l'Ouest, n'est pas non plus au beau fixe : les deux régimes s'accusent mutuellement d'abriter des ressortissants qui leur sont hostile. Le régime tchadien se sent vulnérable régionalement et a besoin d'amis puissants, au-delà de son partenariat avec les Émirats arabes unis. Dans ce contexte il souhaite renforcer le soutien avec la France en matière de renseignement. Le régime tchadien se sent vulnérable régionalement

et a besoin d'amis puissants, au-delà de son partenariat avec les Émirats arabes unis. Dans ce contexte il souhaite renforcer le soutien avec la France en matière de renseignement ». Paris de son côté est désireux d'améliorer ses relations avec les régimes africains pour préserver son influence notamment vis-à-vis de celle de la Russie

AD

- La guerre soudanaise met le Tchad sous pression

La visite du président Mahamat Déby Itno à Paris s'inscrit dans un contexte de haute tension : entre la guerre au Soudan et les fragilités internes, le Tchad cherche à sécuriser son pouvoir...



Le pouvoir tchadien est fragilisé à l'intérieur et menacé à l'extérieur. (Ph: DR)

Dernier point d'ancrage de Paris au Sahel, le Tchad demeure un pilier stratégique et la visite de Mahamat Idriss Déby Itno marque un tournant dans un dialogue renoué malgré un lourd passif politique et sécuritaire. Cette stratégie souverainiste

s'inscrit dans un contexte régional profondément déstabilisé par la guerre au Soudan, dont le Tchad est devenu un acteur périphérique clé. Dans ce contexte, le soutien français (renseignement, observation militaire, logistique) pourrait redevenir un atout déterminant pour N'Djame-

na. Le contrôle des frontières orientales, la prévention de nouvelles rébellions et la stabilisation du front interne sont aujourd'hui des enjeux critiques pour le régime. La réception de Mahamat Idriss Déby à Paris s'inscrit ainsi dans un délicat exercice d'équilibre : tourner la page des tensions

récentes avec Paris, tout en réaffirmant une souveraineté stratégique et en sécurisant un pouvoir fragilisé à l'intérieur et menacé à l'extérieur. Reste la question centrale : à quel prix ?

AD



Sénégal « POLITIQUE

Macky Sall à la tête de l'ONU ?

La candidature de l'ancien président sénégalais Macky Sall au poste de secrétaire général de l'ONU a été officiellement déposée le 2 mars 2026, par le Burundi, qui assure actuellement la présidence en exercice de l'Union africaine. Malgré les controverses et les défis judiciaires auxquels il devra faire face au Sénégal, la candidature de Macky Sall est vue comme sérieuse et revêt «une signification symbolique et même stratégique pour le continent».

La candidature de Macky Sall a été officiellement déposée le 2 mars 2026, au siège de l'ONU, à New York, par le Burundi, qui assure la présidence en exercice de l'Union africaine (UA). Une démarche inhabituelle, car initiée par un pays qui n'est pas celui de l'ancien président du Sénégal (2012-2024), pourtant désormais candidat désigné par l'Union africaine pour succéder à António Guterres, dont le mandat s'achève le 31 décembre 2026.

Le 3 mars 2026, un collectif de syndicats, de partis politiques et d'organisations de la société civile, a adressé de son côté, une lettre au président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, pour solliciter le soutien officiel du Sénégal à la candidature de l'ancien chef d'État. Portée par Oumar Sarr, coordonnateur du Front pour la Défense de la Démocratie et de la République, cette initiative réunit huit organisations importantes du paysage syndical et politique sénégalais.

Cette décision s'inscrit dans une dynamique initiée lors du sommet de l'UA de février dernier, à Addis-Abeba, en Éthiopie, où les chefs d'État africains ont examiné la question du soutien continental à Macky Sall. Si pour l'heure les autorités sénégalaises n'ont pas formulé de soutien officiel à la candidature de Macky Sall, cette dernière divise très profondément la classe politique locale, et constitue l'un des sujets majeurs du débat public depuis plusieurs mois. La candidature de Macky Sall



La concurrence sera rude pour Macky Sall. (Ph : DR)

intervient alors qu'il fait face à des poursuites judiciaires au Sénégal, où le nouveau gouvernement l'accuse d'avoir dissimulé des données économiques (dette publique, déficit budgétaire) pendant son mandat. Plusieurs de ses proches sont également visés par des enquêtes pour corruption.

Pour le moment, l'ancien président Macky Sall n'a fait l'objet d'aucune condamnation. Sur un plan strictement juridique, rien ne permet donc, pour l'instant, d'affirmer qu'il n'est pas « apte » à diriger une institution comme l'ONU. « Le fait qu'un Sénégalais, un Africain, puisse se retrouver à la tête d'une institution comme l'ONU, a forcément une significa-

tion symbolique et même stratégique pour le continent et le Sénégal. L'Afrique devrait donc s'unir pour soutenir une telle candidature », estime Elimane Haby Kane.

Le soutien officiel de l'Union africaine à la candidature de Macky Sall, est la preuve que les chefs d'État du continent parlent d'une seule voix, même s'il existe en leur sein des avis divergents. C'est aussi un succès personnel pour Macky Sall qui, dès la fin de son second mandat à la tête du Sénégal, s'est lancé dans une intense campagne de lobbying, afin de briguer ce poste de secrétaire général des Nations unies.

Cependant, la concurrence sera

rude pour Macky Sall. Il devra notamment affronter l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet, l'Argentin Rafael Grossi, actuellement à la tête de l'AIEA, l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou encore l'ancienne vice-présidente du Costa Rica, Rebeca Grynspan, dont la candidature a été annoncée officiellement ce mardi 3 mars 2026.

Les candidats doivent posséder «les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité, ainsi qu'un engagement ferme envers les buts et principes de la Charte des Nations Unies». C'est en 2015 que l'Assemblée générale a adopté la résolution relative à l'actuelle procédure de sélection et de nomination au poste de secrétaire général des Nations Unies. Celle-ci est «plus transparente, ouverte et inclusive».

Des échanges avec les candidats sont prévus à l'Assemblée générale durant la semaine du 20 avril 2026. Les délibérations du Conseil de sécurité devraient commencer avant fin juillet 2026, pour une nomination avant le 31 décembre 2026. La tradition pas toujours suivie de rotation géographique, pourrait favoriser un candidat latino-américain. De nombreux États plaident également pour qu'une femme occupe pour la première fois ce poste. Néanmoins, avec Macky Sall, l'Afrique entend bien peser dans la balance.

Lamine Thiam



POLITIQUE » Bénin (Présidentielle du 12 avril 2026)

Paul Hounkpè, poids plume devant Romuald Wadagni ?

Paul Hounkpè est le candidat de l'opposition à la présidentielle du 12 avril 2026. Le parti d'opposition, Forces Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE), a porté son choix sur cet ancien ministre pour défendre ses couleurs au prochain scrutin face à Romuald Wadagni.

L'élection présidentielle du 12 avril 2026 au Bénin est très attendue. Romuald Wadagni, actuel ministre des Finances et dauphin désigné du président sortant Patrice Talon et Paul Hounkpè, opposant modéré affilié aux Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE), sont autorisés à se présenter par la Cour Constitutionnelle. Le principal parti d'opposition, pour rappel, Les Démocrates, a été exclu pour insuffisance de parrainages, comme l'avait déjà décidé la Commission électorale fin octobre.

Pour revenir au candidat de l'opposition, Paul Hounkpè, se présente comme un opposant modéré. L'ancien maire de Bopa a pour leitmotiv, le développement et la prospérité dans la paix et l'unité.

Paul Hounkpè, accompagné de son colistier Rock Judicaël Hounwanou, incarne une voie républicaine, apaisée et rassembleuse. Son parcours politique est celui d'un homme qui a toujours privilégié le dialogue, la concertation et l'écoute des populations.

Né le 1er janvier 1970 à Bopa, dans le département du Mono, Paul Hounkpè est issu du monde de l'éducation. Instituteur de formation, il entame sa carrière politique à l'échelle locale, en accédant en 2008, à la mairie de sa commune natale. Il y reste jusqu'en 2015, année où il entre au gouvernement de Boni Yayi, en tant que ministre de la



Paul Hounkpè fera-t-il le poids devant Romuald Wadagni ? (Ph: DR)

Culture.

Son ascension au sein des FCBE s'accélère après la crise interne qui secoue le parti, à la suite des législatives de 2019. En septembre de la même année, il est désigné Secrétaire exécutif national de cette formation politique. Quelques semaines plus tard, il participe au dialogue politique convoqué par le gouver-

nement, une décision qui crée des remous dans sa formation. En 2021, Paul Hounkpè est candidat à l'élection présidentielle, en tant que colistier d'Alassane Soumanou. Depuis mai 2023, il est officiellement reconnu comme chef de file de l'opposition.

Ce 12 avril 2026, le duel entre Romuald Wadagni et son rival

Paul Hounkpè est très attendu. Pas pour Achile Hounwanou, consultant politique, qui fait un constat brutal : « *L'opposition n'est pas prête pour ces élections. Structuration, organisation, collecte de fonds... tout est insuffisant* ».

Landry ANUARITE



Niger « POLITIQUE

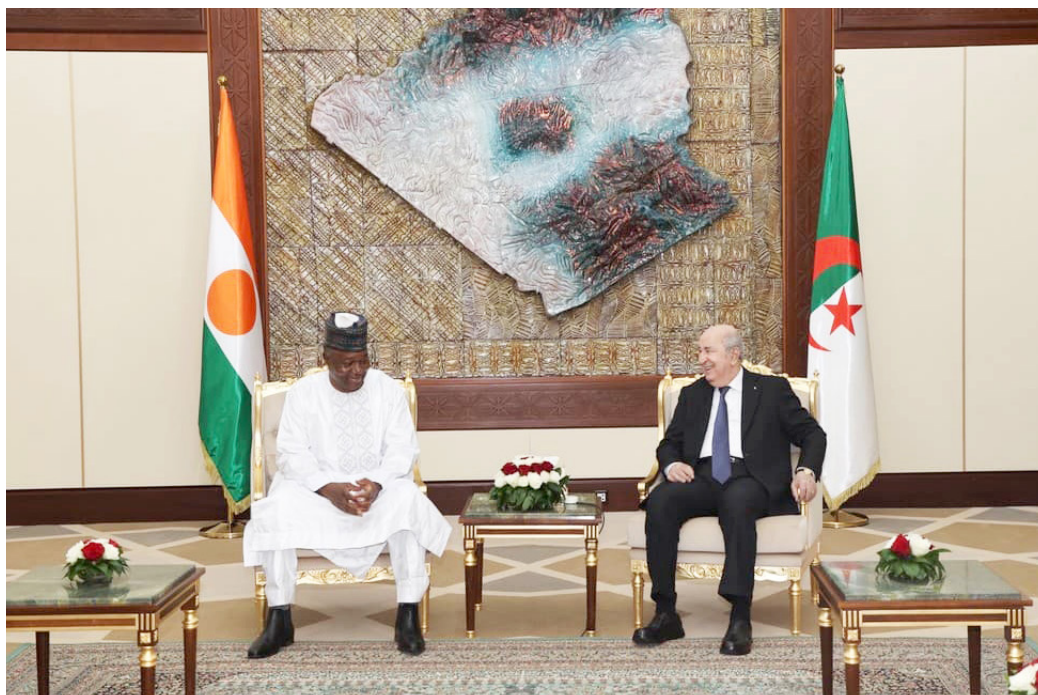
Les dessous de la visite d'Abdourahamane Tiani en Algérie

Le 15 et le 16 février 2026, le président du Niger Abdourahamane Tiani était en visite à Alger sur invitation de son homologue Abdelmadjid Tebboune. Les deux dirigeants ont multiplié les signes d'amitié et de bonne entente. Mais pas que...

La visite du général Tiani du Niger en Algérie s'inscrit naturellement dans le cadre d'une accalmie et d'une tentative de normalisation des relations. Elle intervient après une période de tensions diplomatiques d'environ un an, depuis avril 2025, suite à l'incident du drone malien abattu par l'Algérie qui avait entraîné le rappel des ambassadeurs des pays de l'Alliance des États du Sahel, à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Cette visite dite de travail et de fraternité, à l'invitation du président Tebboune, a été précédée d'abord par le retour simultané des ambassadeurs. C'est donc un signe concret de normalisation et de réchauffement diplomatique. Cette visite tente de sceller la fin d'une brouille et relance quand même un dialogue direct au plus haut niveau.

La visite est perçue donc comme un gain pour toute l'Afrique, avec une portée continentale pour renforcer la position stratégique de l'Algérie dans le Sahel. Derrière, il faut voir quand même les enjeux qui sont énormes. D'abord, la coopération sécuritaire, la lutte contre le terrorisme. Mais aussi les discussions qui incluent probablement un renforcement de la coordination en matière de défense et de sécurité, ce qui est un enjeu vital de stabilité dans la région.

Mais derrière cela, il ne faut pas oublier les enjeux économiques avec des projets énergétiques et économiques stratégiques comme le bloc pétrolier à Kafra,



La visite du Général Tiani en Algérie est perçue comme un gain pour toute l'Afrique. (Ph: DR)

dans le Nord nigérien mais aussi comment booster les revenus du Niger et diversifier les approvisionnements algériens. D'après certains observateurs, on trouverait aussi sur la table le dossier du gazoduc transsaharien Nigeria-Niger-Algérie. Bref, beaucoup de projets ouverts mis sur la table lors d'une visite qui, d'abord, symbolise une forme de réconciliation, tout en annonçant des lendemains beaucoup plus ouverts entre les deux pays, qui essaient de montrer à la face du monde qu'ils sont en train de fermer la parenthèse d'une brouille.

Dans un Sahel en recomposition,

cette visite permet à l'Algérie, c'est vrai, de regagner de l'influence face aux tensions persistantes avec le Mali, notamment suite à son refus de comparaître devant la Cour internationale de Justice sur l'incident du drone. Mais certains observateurs se demandent si Tiani n'est pas aussi porteur d'un message de médiation informelle pour l'AES, notamment vis-à-vis du dirigeant malien Assimi Goïta. Même si la délégation met l'accent tout de même sur les intérêts nationaux nigériens, je crois que, comme vous le dites, cela pourrait ouvrir la voie à une normalisation plus large entre l'Al-

gérie et l'AES, comme cela peut aussi causer des problèmes au vu des relations exécrables entre Bamako et Alger.

Le général Tiani s'est dit convaincu qu'« aucun Africain ne peut concevoir que l'Algérie, qui a souffert pendant plus d'un siècle des affres du colonialisme (comme colonie française de 1830 à 1962, ndlr), permette l'utilisation de son territoire pour attaquer un pays africain frère ». Reste à voir si le Niger réussira à convaincre son allié malien de la bonne volonté algérienne.

Redouane BENALI



POLITIQUE » Gabon

Sylvia Bongo : « J'ai été traitée de sale blanche... »

Pour la première fois depuis la fin de sa détention et depuis son exil londonien, Sylvia Bongo fait des confidences sur le coup d'État qui a renversé son époux Ali Bongo en août 2023, sur le déroulement des jours qui ont suivi ainsi que les poursuites engagées contre elle. L'ex-première dame du Gabon, qui a pu quitter le pays en mai dernier, accuse les nouvelles autorités gabonaises de détention arbitraire et de tortures.



Sylvia Bongo : « Ils m'ont attaché les pieds et les mains et m'ont jeté de l'eau froide ». (Ph: DR)

Après 20 mois en détention, Sylvia Bongo et son fils ont été remis en liberté provisoire en mai dernier, puis autorisés à quitter le pays. Au Gabon, elle et Nouredine Bongo ont été condamnés, en leur absence, à 20 ans de prison pour détournements de fonds en novembre dernier. « Qu'ils donnent la preuve. Qu'on me l'amène, je n'attends que ça. C'est pour ça que nous sommes dans les juridictions internationales, pour que la vérité soit faite », clame-t-elle d'emblée lors d'une interview exclusive accordée à France 24. Avant de raconter, encore traumatisée, leurs souffrances après le coup d'État d'août 2023. « Ils m'ont attaché les pieds et les mains et m'ont jeté de l'eau froide. Ils m'ont amené mon fils qui était dans un état épouvantable. Ils le tapaient et moi, ils m'avaient attaché les mains. Ils m'ont mis un scotch pour ne pas que je crie. Ils l'ont tapé et étranglé avec un bâton. Puis, ils ont commencé à m'étrangler. Et là, ils m'ont dit : « Si tu ne veux pas qu'on te tape, si tu ne veux pas qu'on tape ton fils, signe ». Et là, j'ai signé tout ce qu'ils voulaient ».

Après l'AVC du président Ali Bongo, a-t-elle de fait dirigée le pays, comme certains l'affirment ? « En 14 ans, j'ai dû aller trois fois au bureau de mon mari. Je vous le dis franche-

ment, je ne comprends rien à la politique et surtout pas à la politique gabonaise. Je ne m'en suis jamais mêlée. Qu'ils m'amènent un décret, un document signé de ma main ou un document où j'ai imité la signature de mon mari », accuse-t-elle.

Sylvia Bongo a aussi affirmé, presque en larmes, qu'elle ne se rendra plus jamais au Gabon pour avoir été « traitée de sale blanche ».

La consule de France à Libreville a été plusieurs fois informée de la détention de Sylvia et de son fils, et des mauvais traitements subis, affirme Sylvia Bongo. Mais « pas grand chose ne s'est produit ». « Je me suis sentie abandonnée », confie-t-elle. « J'ai eu trop mal » conclut l'épouse d'Ali Bongo. « Je ne retournerai jamais au Gabon ».

La réaction du gouvernement gabonais n'a pas tardé. Le gouvernement récusé fermement ces allégations diffamatoires. Durant leur détention, l'ancienne Première dame, son fils Nouredine Bongo Valentin, ont bénéficié d'un traitement conforme aux règles de droit et au respect de la dignité humaine. Aussi, le gouvernement condamne avec fermeté la diffusion de ces contre-vérités et de récits déformés », s'est défendu le ministre de la Communication, Germain Biahodjow.

Marie-Inès Bibang



Guinée « POLITIQUE

Pourquoi Mamadi Doumbouya a dissous 40 partis politiques

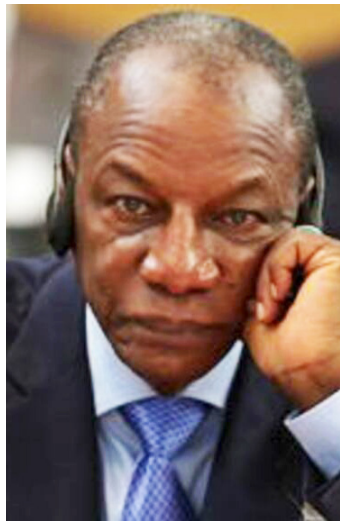
À deux mois des élections législatives, locales et sénatoriales prévues pour le 24 mai prochain, le gouvernement guinéen, par un arrêté ministériel, a pris la décision de dissoudre quarante partis politiques d'opposition dans le pays.

Quarante partis politiques en Guinée, dont les trois principales formations d'opposition, ont été dissous par décret, moins de deux mois après l'intronisation de Mamadi Doumbouya. La décision est prise pour «manquement à leurs obligations», indique le décret. C'est sur les antennes de la télévision nationale que les responsables de ces partis ont appris la nouvelle dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 mars 2026. Une décision signée du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Ibrahima Kalil Condé.

C'est une « décision injuste et injustifiée », fustige le président du Parti du renouveau et du progrès (PRP), Rafiou Sow, ajoutant qu'en tant qu'acteur politique guinéen, « je continuerai à animer le débat politique de mon pays ».

C'est un « musèlement définitif de toutes les voix discordantes », a réagi Souleymane Souza Konaté, porte-parole de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), formation politique de Cellou Dalein Diallo.

Parmi les partis politiques dissous, on note les principaux, notamment le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), de l'ancien président Alpha Condé, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), de l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo et l'Union des forces républicaines (UFR), de l'ancien Premier ministre Sidya Touré.



Quel avenir pour les opposants Alpha Condé, Cellou Dalein Diallo et de Sidya Touré ? (Ph: DR)

Selon l'arrêté ministériel, les formations politiques dissoutes ne sont pas en conformité avec la nouvelle législation guinéenne adoptée en 2025. Elles n'ont donc plus le droit d'exercer leurs activités politiques sur le territoire national.

« La présente dissolution entraîne la perte immédiate de la personnalité morale et du statut juridique des formations politiques concernées », indique la décision.

Pour le ministre Ibrahima Kalil Condé de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, ces formations politiques sont coupables de « manquements à leurs obligations légales.

Dans un arrêté antérieur rendu public le 25 février 2026, le mi-

nistère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation avait donné jusqu'au 25 mai 2026 aux formations politiques concernées pour se mettre en règle avec la nouvelle loi organique.

Cette loi adoptée le 21 novembre 2025 par le Conseil national de la Transition, porte création, organisation, fonctionnement et contrôle des partis politiques en République de Guinée.

La décision qui est tombée a surpris les responsables politiques qui avaient normalement jusqu'en mai prochain pour se mettre en règle vis-à-vis de la nouvelle loi sur l'organisation des partis politiques en République de Guinée.

Pour le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC),

une organisation de la société civile, la décision risque de plonger le pays dans un avenir incertain. Avec la dissolution de ces partis politiques d'opposition, notamment le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) et l'Union des forces républicaines (UFR), le régime sera en roue libre lors des prochaines élections législatives, locales et sénatoriales prévues dans deux mois.

Le régime en place en Guinée se fera accompagner par des partis politiques qui le soutiennent, ce qui fera de ces joutes des élections sans véritables enjeux, selon les responsables des partis dissous.

Kalifa MARIKO



POLITIQUE » Sénégal

Diomaye Faye et Ousmane Sonko ne regardent plus dans la même direction

Le président Bassirou Diomaye Faye et son premier ministre, Ousmane Sonko, arrivés au pouvoir sur une promesse de rupture, affichent de plus en plus ouvertement leurs désaccords.

La coalition au pouvoir au Sénégal connaît sa première crise politique. Ces derniers jours, un fossé s'est creusé entre Bassirou Diomaye Faye, le président, et Ousmane Sonko, premier ministre et numéro un des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), leur parti commun.

Lors de la célébration de la Journée des martyrs et des victimes le 7 décembre 2025, à Dakar, le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a admis sans équivoque ses divergences avec le président Bassirou Diomaye Faye. Ceci fait suite à plusieurs semaines de débat passionné au cours desquels s'est dessinée une dynamique pro-Sonko vs. pro-Diomaye, faisant craindre le risque d'un divorce politique entre les deux personnalités.

Quelques semaines auparavant, Sonko avait annoncé sur les réseaux sociaux un rassemblement "historique" prévu le 8 novembre pour ses partisans, avec pour thème : "l'État, la politique et le Pastef", son parti.

Ce rassemblement même qu'il qualifie de "tera meeting" fut la résultante des rumeurs d'une crise au sommet de l'État. Certains parlaient même d'une possible démission ou révocation du Premier ministre. Ainsi, l'appel de Sonko a suscité de l'excitation, mais aussi de l'inquiétude. Il a en effet laissé entendre que ce rassemblement marquerait un tournant dans la vie politique du pays.

L'euphorie du meeting s'est rapidement transformée en inquié-



La bataille pour la présidentielle 2029 a déjà commencé entre Diomaye Faye et Ousmane Sonko. (Ph: DR)

tude et indignation. Deux jours plus tard, le président Faye a signé un document. Il a nommé unilatéralement Aminata Touré à la tête de la coalition, avec pour mission de la restructurer et de la consolider.

Pour de nombreux partisans de Sonko et du Pastef, cette décision du président Faye est un "acte hostile". Elle a été perçue comme un désaveu et une provocation envers le Premier ministre. Pourtant, c'est Sonko qui avait soutenu Faye comme son successeur, lui permettant d'accéder au pouvoir.

Une crise qui menace de créer une fracture au sein du Pastef et de briser ce duo historique, nous rappelant ainsi une crise

politique similaire qui avait opposé, soixante-trois ans plus tôt, le président Léopold Sédar Senghor à son Premier ministre, Mamadou Dia.

Depuis que ce conflit est devenu public, beaucoup parlent de "déloyauté". Ils détournent le slogan de la campagne présidentielle de 2024, "Diomaye moy Sonko" (Diomaye est Sonko, en wolof), en "Diomaye du Sonko" (Diomaye n'est pas Sonko). Cela marque une différence fondamentale entre les deux hommes.

Si le président Diomaye Faye semble privilégier le dialogue et la préservation de l'unité nationale. Il agit avec lenteur pour lancer des enquêtes et

des poursuites contre les dignitaires de l'ancien régime. De son côté, Ousmane Sonko incarne le "projet" de changement et bénéficie d'une grande popularité. Il semble amer face à une justice qui stagne et qui semble marquer le pas face aux dossiers impliquant d'anciens dignitaires du régime sortant. Il veut voir un système hérité de la colonisation entièrement démantelé et remplacé.

Diomaye Faye cherche-t-il à prendre ses distances avec Ousmane Sonko et le Pastef ? Le but serait-il de se présenter à la présidentielle de 2029 sous une autre bannière politique ? L'avenir nous le dira...

Lamine Thiam



Congo-Brazzaville « POLITIQUE

Denis Sassou Nguesso en roue libre...

Les Congolais se rendront aux urnes le 15 mars 2026 pour élire leur président, dans un contexte marqué par une majorité présidentielle structurée et une opposition fragmentée, incapable de présenter un candidat unique.

Les enjeux sont clairs. Le scrutin présidentiel du 15 mars 2026 sera marqué par une majorité structurée et organisée, avec en face une opposition fragilisée et en quête d'unité et un espace civique rétréci.

La mise en place par le Parti congolais du travail (PCT) et ses alliés de conditions visant la conservation du pouvoir se traduit par un verrouillage du processus électoral. Celui-ci s'est opéré à travers le contrôle de l'appareil d'État (administration, sécurité, médias publics) et des organes de gestion des élections (Commission nationale électorale indépendante, Direction générale des affaires électorales, Cour constitutionnelle, etc.).

Le président sortant Denis Sassou Nguesso s'appuie aussi sur le soutien de son parti et de ses alliés à travers la mobilisation politique de ses membres et l'ancrage institutionnel et administratif. Denis Sassou Nguesso mise également sur la création de réseaux clientélistes pour assurer une large victoire dès le premier tour.

Autour du candidat se greffent des dynamiques politiques et citoyennes de mobilisation incluant toutes les couches sociales. Parmi elles figure le Patriarche, mouvement de soutien politique centré sur Denis Sassou Nguesso, connu sous l'appellation « Vague bleue ». On note aussi le mouvement Timonier, incarné par le parti au pouvoir (PCT) comme dispositif politico-idéologique de mobilisation, ainsi que d'autres dynamiques telles que Pona Ekolo, dirigé par Hugues Ngouelondélé.

L'opposition congolaise quant à elle aborde le scrutin en rangs



Denis Sassou Nguesso, au pouvoir depuis 1979, affrontera six candidats de l'opposition. (Ph: DR)

dispersés. Elle a été incapable de trouver un consensus pour une candidature unique, réduisant fortement les chances d'une alternance démocratique dans le pays. Six candidats d'opposition sans véritable base politique sont officiellement en lice. Il s'agit de Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, Nganguia Engambe-Anguio, Dave Uphreim Mafoula, Destin Melaine Gavet Elengo, Vivien Romain Manangou et Mabio Mavoungou Zinga. Certaines figures historiques de l'opposition ayant marqué la scène politique au cours des dix dernières années (Mathias Dzon, Clément Miérassa, Claudine Munari, etc.) n'ont pas réussi à

former une coalition solide susceptible de concurrencer efficacement le pouvoir en place.

L'opposition parlementaire, incarnée par l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) de l'ancien président Pascal Lissouba et l'Union des démocrates et humanistes-Yuki (UDH-YUKI) de Guy Brice Parfait Kolélas, décédé en mars 2021, a brillé par son boycott. Elle évoque des problèmes de gouvernance électorale (biométrie, fiabilité du fichier électoral, impartialité des organes de gestion des élections, etc).

Le président sortant, Denis Sassou Nguesso, au pouvoir depuis 1979, constitue l'un des facteurs

structurants majeurs de la compétition électorale du 15 mars 2026 en République du Congo. Son ancienneté ne joue pas seulement sur son image, mais sur l'architecture même du champ politique. Son parti, le PCT, contrôle largement l'appareil d'État, y compris les moyens de communication, les ressources publiques locales et une grande part de l'administration mobilisée dans le cadre de sa campagne électorale.

Après quatre décennies au sommet de l'État, une nouvelle victoire de Denis Sassou Nguesso ne fait l'ombre d'aucun doute...

Yves-Alain LOPIKO



SOCIÉTÉ »

Le Sénégal dit non à l'homosexualité

Adopté en Conseil des ministres dans la soirée du 18 février 2026, un texte de loi prévoit d'alourdir les peines prévues pour les personnes reconnues coupables « d'actes contre nature » et de les étendre aux organisations qui font « l'apologie » des relations homosexuelles. La nouvelle loi doit cependant encore recevoir l'approbation des députés avant d'entrer en vigueur.



Cette annonce intervient quelques jours après l'arrestation de plusieurs hommes accusés d'actes contre nature. (Ph: DR)

Le Sénégal est vent debout face à la montée de l'homosexualité. En effet, un projet de loi plus répressif contre l'homosexualité a été adopté en Conseil des ministres, dans la soirée du 18 février 2026. Porté par le gouvernement, il prévoit notamment de durcir les peines prévues dans l'article 319 du Code pénal pour les personnes reconnues coupables d'actes dits « contre nature » mais aussi de modifier la définition et d'interdire la promotion de ces derniers. Si ce nouveau texte propose de doubler les peines de prison (pour les porter à dix ans) et d'alourdir les amendes (qui pourraient atteindre jusqu'à 10

millions de F CFA contre seulement 1,5 million actuellement) prévues jusqu'alors, sa grande nouveauté réside dans l'extension de ces sanctions à tous ceux qui se rendraient coupables d'« apologie » des relations homosexuelles.

« Toutes les organisations qui tentent d'encourager, que ce soit par des films de propagande, par le cinéma, par la télévision ou par l'écrit, la philosophie LGBT qui (je le rappelle) ne fait pas du tout partie des mœurs, des coutumes et de la culture sénégalaises, sont concernées », précise Amadou Ba, le ministre sénégalais de la Culture, qui tient à préciser que le texte prévoit aussi des sanctions contre toute « dénonciation calom-

nieuse, pour qu'on ne puisse pas cibler quelqu'un parce qu'il aura un comportement suspect. Quiconque accusera un individu d'homosexualité sans en apporter la preuve sera passible d'une peine de deux à trois ans de prison et d'une amende de 200 000 à 500 000 F CFA ».

Alors que cette annonce intervient quelques jours après l'arrestation de plusieurs hommes accusés d'« actes contre nature » et de transmission volontaire du VIH dans le pays, plusieurs voix s'élèvent désormais pour dénoncer une « traque » des personnes LGBT au Sénégal. Bien que les contours du texte ne soient pas encore connus avec précision, l'organisation de défense des droits humains

Human Rights Watch a quant à elle pris la parole pour critiquer ses conséquences prévisibles. « Cette nouvelle loi propose notamment de criminaliser la promotion et le financement de l'homosexualité... Mais il s'agit là de termes très généraux, qui ne sont souvent pas bien définis légalement, ce qui risque d'ouvrir la voie à de graves violations de la liberté d'expression, de la liberté d'association et de l'accès aux soins de santé », réagit ainsi Alex Müller, la directrice des questions LGBT au sein de l'ONG. Avant d'être définitivement adopté, le nouveau projet de loi doit encore être soumis à un vote des députés.

Landry ANUARITE

Gabon « SOCIÉTÉ

Les Gabonais privés de Facebook, Instagram et Tik Tok

L'annonce a créé la surprise au Gabon : la suspension jusqu'à nouvel ordre des réseaux sociaux. L'objectif, selon la Haute Autorité de la Communication, est de prévenir les dérives après un usage abusif de ces réseaux sociaux.



Légal ou illégal, toujours est-il que les réseaux sociaux sont suspendus au Gabon jusqu'à nouvel ordre. (Ph: DR)

Les Gabonais sont furieux. Depuis le 17 février 2026, ils sont privés des réseaux sociaux : Facebook, Instagram, Tik Tok, WhatsApp. La raison ?

Dans un communiqué lu, le 17 février 2026, sur la chaîne publique de télévision Gabon 1ère, le porte-parole de la Haute Autorité de la communication (HAC) du pays, Jean-Claude Mendome, a annoncé « la suspension immédiate des réseaux sociaux sur le territoire gabonais jusqu'à nouvel ordre ».

Le porte-parole a justifié la décision des autorités gabonaises par la présence de contenus risquant « d'engendrer des conflits sociaux, de déstabiliser les institutions de la République et de mettre gravement en péril l'unité nationale, les avancées et les

acquis démocratiques ».

À la vérité, cette coupure intervient alors que Brice Oligui Nguema, arrivé à la tête du pays par un coup d'Etat en 2023 et élu président l'an dernier, est confronté à la première vague de contestation sociale de son mandat.

Depuis le début de l'année, le Gabon connaît des mouvements sociaux qui touchent différents secteurs dans l'éducation. Les enseignants protestent contre le gel de leur salaire depuis dix ans. Celui qui a renversé Ali Bongo avait promis de redresser le pays, mais il se heurte au principe de réalité estime Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi. « Ce pays, quand les militaires l'ont pris en 2023, ils auraient dû dire aux Gabonais : 'on va vous demander de la sueur et du travail parce que les caisses

sont vides, le pays est ruiné ». La dette publique du Gabon, pourtant riche en pétrole et en manganèse est abyssale. Elle s'est établie à 80% du PIB en 2025.

Jennyfer Mélodie Sambat, porte-parole adjointe de la présidence, a pointé du doigt, « des publications diffamatoires qui ont été signalées à plusieurs reprises et qui entravent la cohésion sociale » au Gabon. « Cela fait déjà plus d'un an et demi qu'on fait des avertissements, y compris des signalements de ces différentes publications, a martelé la porte-parole adjointe. Il est inconcevable qu'après de nombreuses alertes du gouvernement, le groupe ne fait rien ». Outre des publications jugées « diffamatoires », elle a évoqué des « contenus à caractère violent, voire porno-

graphique ».

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé « une inquiétante décision » qui « restreint, de manière abusive et non proportionnée, l'accès à l'information et entrave le travail des journalistes qui utilisent les réseaux sociaux pour informer et diffuser leurs contenus de manière indépendante ».

« Il s'agit d'une suspension et non pas d'une interdiction définitive, histoire de nous laisser le temps d'envisager, pourquoi pas, de légiférer et d'encadrer davantage la question, pour préserver (...) notre vivre-ensemble et l'intérêt que les Gabonais ont d'accéder à une information qui est vérifiée, correcte », conclut le porte-parole de la présidence gabonaise Théophile Zamé-Nze Biyoghe.

KM

INSTITUTION » OIF



La fille de Lumumba pour remplacer Louise Mushikiwabo ?

La bataille pour le secrétariat général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'annonce comme l'un des rendez-vous diplomatiques majeurs de l'année 2026 dans l'espace francophone. En officialisant la candidature de Juliana Amato Lumumba, la RDC entre frontalement en concurrence avec l'actuelle titulaire du poste, la Rwandaise Louise Mushikiwabo, qui brigue un nouveau mandat.



Le duel entre la Congolaise Juliana Lumumba et la Rwandaise Louise Mushikiwabo s'annonce épique. (Ph: DR)

L'annonce du nom de Juliana Amato Lumumba est survenue au lendemain du déjeuner entre les présidents Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron à l'Élysée. Au-delà de la rivalité géopolitique sous-jacente entre Kinshasa et Kigali, la candidature congolaise repose sur un argumentaire stratégique : expérience, légitimité historique, ancrage panafricain et capacité à incarner une « francophonie des peuples ». Fille de Patrice Émery Lumum-

ba, figure majeure des indépendances africaines, Juliana Lumumba porte un nom qui résonne bien au-delà des frontières congolaises. Elle-même le rappelle d'ailleurs en ces termes : « S'appeler Lumumba, c'est d'abord en être digne et se soumettre à un devoir de responsabilité ». Dans une organisation où la mémoire, la langue et l'histoire coloniale sont intimement liées, cette filiation constitue un atout diplomatique considérable. Elle symbolise une Francophonie capable d'assumer son passé

tout en s'inscrivant dans une dynamique de souveraineté et de modernité.

Diplômée de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Juliana Amato Lumumba dispose d'un DEA en sciences politiques et sociologie de la défense. Son parcours s'étend sur plus de trente ans entre journalisme international, responsabilités gouvernementales et diplomatie culturelle.

Polyglotte, Juliana Amato Lumumba parle français, anglais, arabe, swahili, lingala, avec des

notions de russe. Elle a quitté son pays à l'âge de cinq ans et a vécu dans plusieurs pays.

Elle plaide pour « une francophonie des peuples », selon ses mots à RFI.

Elle connaît également les rouages économiques du continent puisqu'elle a aussi été Secrétaire générale de l'Union des chambres de commerce africaines au Caire de 2007 à 2015. Son nom a été retenu au terme de consultations accélérées ces dernières semaines.

Ancienne vice-ministre puis ministre de la Culture (1998-2001), elle a représenté la RDC dans plusieurs forums internationaux, notamment lors de l'Exposition universelle de Lisbonne et dans le cadre d'accords régionaux africains. Elle a supervisé la traduction de textes fondamentaux en langues nationales congolaises, illustrant une sensibilité à la diversité linguistique, un enjeu central pour l'OIF. Là où Mushikiwabo met en avant son expérience diplomatique classique et son action à la tête de l'institution, Lumumba oppose un profil transversal : culture, médias, économie et gouvernance.

Face à Louise Mushikiwabo, ancienne ministre rwandaise des Affaires étrangères et secrétaire générale de l'OIF depuis 2019, Juliana Lumumba incarne moins la continuité institutionnelle qu'un possible tournant politique et symbolique.

Marie-Inès Bibang



Guinée « PORTRAIT

PATRICIA LAMAH, la coiffeuse devenue ministre

Ancienne juriste reconvertie en entrepreneure dans l'univers de la beauté, Patricia Lamah a été nommée ministre de la Femme, de la Famille et des Solidarités par décret présidentiel le 2 février 2026. Son entrée dans le gouvernement dirigé par Bah Oury marque l'arrivée d'un profil issu de l'entrepreneuriat féminin et du secteur privé au sein de l'exécutif guinéen.

C'est une nomination qui force l'admiration. Patricia Lamah est pour de nombreuses jeunes dames guinéennes une icône de la beauté. Elle a forgé sa renommée grâce à ses produits de beauté naturels qui permettent aux Africaines d'être naturellement belles sans recourir aux produits artificiels éclaircissants. Depuis le 2 février 2026, elle a fait une entrée fracassante dans le gouvernement de Bah Oury.

Présentation de la nouvelle ministre guinéenne de la Femme, de la Famille et des Solidarités, au parcours atypique.

Née en 1987 en Guinée, Patricia Lamah grandit à Conakry, où elle effectue l'essentiel de sa scolarité avant d'obtenir son baccalauréat en 2006. Elle poursuit ensuite des études de droit à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia, décrochant une maîtrise en droit privé en 2010.

Diplôme en poche, elle entame une carrière dans le secteur bancaire. Elle travaille notamment à UBA Guinée entre 2011 et 2013, puis à la BCI Guinée, où elle occupe des postes liés aux affaires juridiques et au contentieux jusqu'en 2018.

En parallèle de son activité professionnelle, elle développe une passion pour la coiffure, en particulier les cheveux naturels. En 2017, elle lance Pat's Natural Beauty, une entreprise spéciali-



L'entrée au gouvernement de Patricia Lamah marque l'arrivée d'un profil issu de l'entrepreneuriat féminin et du secteur privé au sein de l'exécutif guinéen. (Ph: DR)

sée dans les coiffures « Nappy », avec des salons implantés à Conakry et à Kamsar.

Sa notoriété dépasse rapidement les frontières nationales lorsqu'elle se distingue en 2018 lors du concours international Coiffure Kitoko en Côte d'Ivoire. Cette reconnaissance contribue à faire d'elle une figure montante

de l'entrepreneuriat féminin en Guinée.

Aujourd'hui à la tête de deux salons, elle est régulièrement citée comme un exemple de réussite dans un secteur longtemps peu structuré.

Mariée et mère de deux enfants, Patricia Lamah revendique un engagement en faveur de

l'autonomisation des femmes, fondé sur son propre parcours. Sa nomination au ministère de la Femme, de la Famille et des Solidarités est perçue comme un signal politique fort : celui de valoriser des trajectoires issues du terrain et proches des réalités quotidiennes des Guinéennes.

LT



SPORT » Can de 24 à 28 équipes, Ligue des Nations

La CAF rebat les cartes

Réuni à Dar Es Salaam, en Tanzanie, le Conseil exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) a pris des orientations majeures pour l'avenir des compétitions continentales. Entre projet d'élargissement de la Coupe d'Afrique des Nations, confirmation des pays hôtes de 2027 et ambitions nouvelles pour le calendrier africain, la journée a marqué un tournant stratégique.

C'est l'annonce la plus commentée de la journée. Après être passée de 16 à 24 équipes en 2019, la Coupe d'Afrique des Nations (Can) pourrait prochainement s'ouvrir à 28 sélections. Face à la presse, le président de la Caf, Patrice Motsepe, a confirmé la volonté de l'instance de poursuivre l'élargissement du tournoi. « Nous voulons étendre la Can à 28 pays et qu'elle se déroule une fois tous les quatre ans », a-t-il déclaré.

Depuis le passage à 24 équipes, plusieurs nations ont découvert la phase finale, à l'image de Madagascar, la Mauritanie, le Burundi, la Gambie ou les Comores. Un passage à 28 renforcerait encore cette dynamique d'inclusion, même si aucun tournoi continental majeur dans le monde ne dépasse actuellement le seuil des 24 équipes. Un tel format impliquerait une refonte complète des qualifications et de la phase finale. Une répartition en sept groupes de quatre équipes est évoquée, avec les deux premiers et les deux meilleurs troisièmes qualifiés pour les huitièmes de finale. Une évolution qui s'inscrirait dans la tendance mondiale, à l'image de la Coupe du monde 2026 élargie à 48 sélections.

Autre point fort de cette réunion : la clarification autour de l'organisation de la Can 2027. Ces dernières semaines, des rumeurs faisaient état d'un possible report ou d'un retrait du trio hôte. Le président de la Caf a coupé court aux spéculations. Le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie organisera bien l'édition 2027.



La CAF confirme sa volonté d'élargir l'accès à ses compétitions tout en redéfinissant le calendrier du football africain (Ph : DR)

« Je ne vais pas leur retirer l'organisation. Je sais que la Can se déroulera ici », a insisté Patrice Motsepe, appelant à la confiance et à la solidarité continentale face aux défis logistiques et infrastructurels.

La compétition devrait se tenir en juin-juillet 2027, rompant ainsi avec la programmation hivernale adoptée lors des dernières éditions afin d'éviter les perturbations liées au calendrier européen. Le patron du football africain s'est dit « absolument convaincu » que l'Afrique de

l'Est organisera « la meilleure Can de tous les temps ».

Au-delà de 2027, la Caf maintient son ambition d'installer durablement la Can dans un cycle quadriennal, aligné sur les grands rendez-vous internationaux. En parallèle, Patrice Motsepe a relancé son projet de Ligue des Nations africaine, envisagée à partir de 2029. Cette compétition annuelle fonctionnerait comme une mini-Can, avec des qualifications régionales suivies d'une phase finale. L'objectif est d'offrir davantage

de matches compétitifs aux sélections africaines tout en générant de nouvelles ressources. Si la Can 2027 est désormais verrouillée, le flou demeure autour de l'édition 2028. Aucune annonce officielle n'a été faite à Dar Es Salaam concernant le pays hôte. Plusieurs candidatures seraient toutefois à l'étude, notamment celles du Maroc, du duo Afrique du Sud-Botswana et de l'Éthiopie.

JC PAGNI



Football (Sélection nationale) « SPORT

Le Togo confie ses Eperviers à Patrice Neveu

À 71 ans, Patrice Neveu prend les rênes des Éperviers du Togo, sa cinquième sélection africaine après la Guinée, le Congo, la Mauritanie et le Gabon.

Les dirigeants du football togolais parient sur la grande expérience de Patrice Neveu sur le continent africain. Depuis le 19 février 2026, un communiqué de la Fédération togolaise de football annonce la nomination du technicien rochelais de 71 ans à la tête des Éperviers du Togo. Il succède à Daré Nidombé, licencié en décembre 2025 après la non-qualification de la sélection pour la Coupe d'Afrique des Nations qui s'est disputée au Maroc. Le choix du technicien français « s'explique par ses compétences techniques et tactiques, sa longue et riche expérience du haut niveau et sa fine connais-



Le choix du technicien français s'explique par ses compétences techniques et tactiques. (Ph: DR)

sance de l'environnement du football africain », souligne la fédération. Ni le montant du contrat ni la durée n'ont été dévoilés.

Fin connaisseur du football africain pour avoir dirigé plusieurs sélections nationales : Guinée (2004-2006), RD Congo (2008-2010), Mauritanie (2012-2015) et le Gabon (2019-2023), Patrice Neveu prend la tête de la sélection togolaise, fortement critiquée ces dernières années pour ses prestations. La dernière participation du Togo à la Coupe d'Afrique des nations remonte à 2017. Son meilleur résultat est un quart de finale en 2013.

GFY



Burkina Faso

Amir Abdou à la rescousse des Etalons

La Fédération Burkinabè de football a officialisé le 28 février 2026 la nomination d'Amir Abdou, actuel entraîneur du Hassania Agadir, en tant que nouveau sélectionneur de l'équipe nationale A. Il succède à Brama Traoré.



Après les Comores et la Mauritanie, Amir Abdou dirigera sa troisième sélection. (Ph: DR)

Dans un communiqué officiel, l'instance fédérale a précisé que le

choix d'Abdou faisait suite à une évaluation minutieuse de plusieurs candidatures. Un consen-

sus s'est dégagé pour lui confier la direction de l'équipe pour la période à venir, compte tenu de son expérience avérée avec les sélections nationales et les clubs.

Formé en France où il a débuté dans le monde amateur, Amir Abdou s'est révélé au plus haut niveau africain en menant les Coelacanthès des Comores de 2014 à 2022. Il a offert à cette petite nation sa toute première qualification historique à la phase finale de la CAN 2021 où les Comores ont même atteint les huitièmes de finale, avant de

tomber face au Cameroun pays hôte.

Le technicien franco-comorien a également conduit la Mauritanie, dont une victoire historique devant l'Algérie en 2023.

Deux fois champion de Mauritanie avec le FC Nouadhibou, Amir Abdou, 53 ans, quitte le Hassania d'Agadir au Maroc pour s'offrir un énorme défi à la tête d'une équipe ambitieuse.

Le natif de Marseille dirigera ses premiers matchs en tant que sélectionneur des Etalons en mars 2026.

BOZ

SPORT » Football (Amical)



Le Sénégal défie le Pérou au Stade de France

Deux tests de plus pour le Sénégal avant la Coupe du Monde. La fédération sénégalaise de football a dévoilé l'identité des deux futurs adversaires des champions d'Afrique lors de la prochaine trêve internationale. Les Lions de la Téranga défieront le Pérou le 28 mars au Stade de France, avant d'affronter la Gambie, le 31, à Diamniadio.

Après la CAN 2025, cap sur la Coupe du monde 2026. La Fédération sénégalaise de football a officialisé le 19 février 2026 la tenue de deux matchs amicaux lors de la trêve internationale en mars. Si les Lions de la Téranga joueront la Gambie le 31 mars au Stade Adboulaye-Wade de Diamniadio, ils feront leur retour sur les terrains trois jours plus tôt contre le Pérou. Une rencontre programmée au Stade de France de Saint-Denis le 28 mars à 16h00, soit le premier match des Sénégalais depuis leur sacre lors de la Coupe d'Afrique des nations 2025 au Maroc. Le 19 janvier dernier, les hommes de Pape Thiaw ont soulevé leur deuxième trophée continental à l'issue d'une finale chaotique contre le Maroc (1-0, ap.) et la fameuse sortie du terrain des Sénégalais au moment où un pénalty a été



Portés par Idrissa Gana Gueye et Sadio Mané, les champions d'Afrique croiseront le fer avec le Pérou, un mois après leur sacre à la CAN 2025. (Ph: DR)

accordé aux Lions de l'Atlas.

Un mois après l'euphorie de la victoire, les Lions de la Téranga se projettent déjà sur la prochaine échéance qui approche déjà à grands pas : la Coupe du monde 2026. Le 16 juin prochain, ils affronteront l'équipe de France au MetLife Stadium en périphérie de New York lors du premier match du groupe I où figurent également la Norvège d'Erling Haaland et un futur qualifié des barrages intercontinentaux (Bolivie, Suriname ou Irak) qui se tiendront en mars.

D'autres rencontres de préparation se précisent pour les Sénégalais. Un match contre les États-Unis le 31 mai à Charlotte serait à l'étude.

GFY



Football Féminin FRANCE

La finale OL Lyonnaises-PSG programmée à Abidjan

La finale de la Coupe de la Ligue française féminine s'exporte en Afrique de l'Ouest. La Ligue a officiellement désigné le mythique stade Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan pour abriter l'affiche entre l'OL Lyonnaises et le PSG Féminin. Le rendez-vous est fixé au 14 mars prochain à 17h30 GMT.

Le 14 mars 2026, Abidjan deviendra le centre d'attention du football féminin français. L'organisation de la première édition de la finale de la Coupe de la Ligue féminine en Côte d'Ivoire, en effet, constitue une vitrine importante pour le développement du football féminin en Afrique. Les supporters locaux devraient répondre massivement présents pour cette rencontre historique. Cette finale mettra aux prises deux formations habituées aux grands rendez-vous. D'un côté, l'OL Lyonnaises, référence euro-

péenne du football féminin, ambitionne d'ajouter un nouveau trophée à son palmarès. De l'autre, le PSG Féminin entend bien contester la suprématie lyonnaise et repartir d'Abidjan avec le titre. L'opposition promet donc un spectacle de haut niveau, avec plusieurs internationales attendues sur la pelouse ivoirienne. Le choix ivoirien confirme la volonté des instances françaises de promouvoir davantage le football féminin à l'international, tout en renforçant les liens avec le continent africain.

BOZ



L'opposition OL Lyonnaises-PSG à Abidjan promet un spectacle de haut niveau. (Ph: DR)



YAKO

obsèque diaspora



En partenariat avec



Yako Obsèques Diaspora est la solution d'assurance obsèques à l'attention des ressortissants ivoiriens vivant en France.

Ce produit garantit le rapatriement du corps de l'assuré en Côte d'Ivoire, la conservation dans une morgue en et une assistance financière pour l'organisation des funérailles.

Yako Obsèques Diaspora prend en charge :

- le rapatriement du défunt en CI
- les démarches administratives nécessaires pour le rapatriement du corps en CI
- la fourniture d'un cercueil adapté au transport
- la conservation de la dépouille dans une morgue en CI
- une assistance financière pour soutenir la famille

Comment souscrire ?

Souscrire est simple et rapide :
Il suffit de vous rendre dans les locaux de Cofina Services France ou en ligne sur le site officiel :
www.cofinaservicesfrance.com



Un report qui relance les questions sur l'organisation au Maroc

La Confédération africaine de football (CAF) a tranché. Dans un communiqué publié le jeudi 5 mars 2026, l'instance continentale a annoncé le report de la Coupe d'Afrique des nations féminine 2026, initialement programmée au Maroc du 17 mars au 3 avril. La compétition se tiendra finalement du 25 juillet au 16 août 2026, toujours au Maroc.



La Can féminine 2026 devra désormais confirmer la dynamique de croissance du football féminin africain et répondre aux attentes d'un public de plus en plus attentif à son organisation (Ph : DR).

Cette décision met fin à plusieurs semaines d'incertitude autour de l'organisation du tournoi, alors que le coup d'envoi devait intervenir dans moins de deux semaines. Depuis plusieurs semaines, l'avenir de la

Can féminine 2026 était au cœur de nombreuses spéculations. Le silence prolongé de la Caf, combiné à des déclarations contradictoires venues d'Afrique du Sud, avait alimenté les doutes sur la tenue effective de la compétition au Maroc. Lors d'une cérémonie officielle,

la vice-ministre sud-africaine des Sports, Peace Mabe, avait même affirmé que l'Afrique du Sud se préparait à accueillir le tournoi, évoquant une indisponibilité supposée du Maroc pour organiser la compétition aux dates prévues. Des rumeurs évoquaient également un possible

changement de pays hôte, dans un contexte de tensions récentes entre la Caf et le Maroc après la finale de la Can masculine. Dans son communiqué, la Caf confirme finalement un simple report du tournoi, sans modification du pays organisateur. « À la suite de discussions entre la



Le Stade Moulay El Hassan. (Ph : DR)

Caf et ses partenaires, la Fifa et d'autres parties prenantes, la Caf a décidé de reporter les dates de la Can féminine du 25 juillet au 16 août 2026 afin d'assurer le succès de cette importante compétition féminine, compte tenu de certaines circonstances imprévues », précise l'instance. La Caf n'a toutefois pas donné davantage de détails sur les raisons exactes de cette décision. Quelques jours auparavant, le président de la Caf, Patrice Motsepe, avait pourtant réaffirmé publiquement que la compétition se tiendrait au Maroc, rejetant

toute idée de report lors d'une réunion du comité exécutif. Si Rabat demeure officiellement l'hôte de la compétition, ce report inattendu relance les interrogations sur l'organisation de l'événement. Le royaume, qui a démontré ces dernières années sa capacité à accueillir de grandes compétitions internationales, se retrouve une nouvelle fois au centre d'une polémique liée au calendrier d'une compétition continentale. En 2015 déjà, le Maroc s'était retiré de l'organisation de la Can masculine en raison de craintes liées à

l'épidémie d'Ebola, provoquant une crise majeure avec la Caf. Même si la situation actuelle est différente, ce nouveau bouleversement logistique remet en lumière la sensibilité des relations entre la confédération et certains pays organisateurs. Malgré ce report, les préparatifs se poursuivent au Maroc, qui reste officiellement le pays hôte de cette édition de la Can féminine. Avec ce nouveau calendrier, les équipes qualifiées disposent de plusieurs mois supplémentaires pour se préparer. La Can féminine 2026 devra

désormais confirmer la dynamique de croissance du football féminin africain et répondre aux attentes d'un public de plus en plus attentif à son organisation. Pour la Caf, l'objectif est désormais de garantir une organisation réussie et de préserver la crédibilité de la plus grande compétition féminine du continent, dont la visibilité ne cesse de croître ces dernières années.

JCP

LE TIRAGE AU SORT DES GROUPES

Groupe A

(Rabat - Stade Moulay El Hassan)

Maroc, Algérie,
Sénégal, Kenya

Groupe B

(Rabat - Stade Al Madina)

Afrique du Sud,
Côte d'Ivoire, Burkina
Faso, Tanzanie

Groupe C

(Casablanca - Stade Larbi Zaouli)

Nigeria, Zambie,
Égypte, Malawi

Groupe D

(Fès)

Ghana, Cameroun,
Mali, Cap-Vert

SPORT » Sport Business

Partenariat RD Congo - AS Monaco : Y' a problème !

Le parquet général de Monaco a ouvert une enquête préliminaire sur le partenariat entre l'AS Monaco et la République démocratique du Congo.



Le club de football monégasque et le gouvernement congolais avaient annoncé un partenariat pour trois saisons, pour un montant estimé à 4,8 millions d'euros. (Ph: DR)

Le parquet général de Monaco a ouvert une enquête préliminaire le 03 mars 2026 sur le partenariat entre l'AS Monaco et la République démocratique du Congo, à la suite d'une plainte de citoyens congolais redoutant des malversations. En juin 2025, pour rappel, le club de football monégasque et le gouvernement congolais avaient annoncé un partenariat pour trois saisons, pour un montant estimé à 4,8 millions d'euros, matérialisé essentiellement par l'inscription « R.D. Congo - Coeur de l'Afrique » sur une manche du maillot des joueurs. Des partenariats similaires, pour des montants beaucoup plus

élevés, ont été annoncés avec le FC Barcelone et l'AC Milan. L'objectif affiché du partenariat pour le gouvernement congolais est de mettre le pays en valeur pour attirer touristes et investissements, et de s'appuyer sur l'expertise monégasque pour développer le football congolais. Mais des opposants congolais rappellent que la plupart des pays européens déconseillent les voyages touristiques dans le pays, ravagé par des décennies de conflits, et font valoir que les millions d'euros versés aux clubs européens seraient plus utiles dans les infrastructures locales. Redoutant des malversations derrière le partenariat, deux citoyens congolais anonymes résidant en France ont saisi le

Parquet national financier (PNF) pour blanchiment, détournement de fonds publics et corruption. « Mes clients aiment le club de Monaco, où ont évolué des talents congolais dont nous sommes très fiers », comme Shabani Nonda ou Cédric Mongongu, a expliqué leur avocat, Me Hervé Diakiese. « Mais des individus se sont servi du prestige de Monaco pour spolier le peuple congolais ». Sa plainte vise principalement le ministre congolais des Sports, Didier Budimbu, et assure que la réglementation en matière de marchés publics n'a pas été respectée : pas de ligne budgétaire spécifique, pas de mise en concurrence... « On entre dans une logique de pratiques illicites

avec renvois d'ascenseur et rétrocommissions, il y a matière à vérifier », a insisté Me Diakiese. En réaction, le ministre congolais des Sports, Didier Budimbu, réfute toute malversation financière et dénonce un « acharnement », doublé de « la mauvaise foi d'un avocat, porte-parole d'un leader de l'opposition, motivé par la haine ». Dans ce dossier, un homme d'affaires français, mandaté par les autorités de Kinshasa, aurait fait office d'intermédiaire. « L'AS Monaco prend acte et se tient à la disposition des autorités compétentes », a réagi le club.

Yves-Alain LOPIKO

Mohammed VI a recalé Jorge Sampaoli

L'arrivée de Jorge Sampaoli à la tête des Lions de l'Atlas semblait confirmée pour diriger l'équipe nationale marocaine, mais le Roi Mohammed VI a opposé son veto à cette nomination. Explications.

Mohamed Ouahbi, ancien sélectionneur des U20 marocains, a été nommé à la tête de l'équipe première, soulignant une stratégie de continuité et de promotion interne. Mais Mohamed Ouahbi n'était pas le premier choix de la Fédération marocaine de football.

Alors que l'arrivée de Jorge Sampaoli semblait actée pour succéder au staff précédent, un revirement spectaculaire a eu lieu au plus haut sommet de l'État. Selon les informations relayées par les médias locaux, une intervention directe du Roi Mohammed VI aurait mis fin à la piste argentine, le souverain ayant



Le roi du Maroc s'est opposé au recrutement de Jorge Sampaoli. (Ph: DR)

opposé son veto à la nomination de l'ancien entraîneur de l'OM. En effet, les discussions avaient



pourtant eu lieu avec Jorge Sampaoli, l'ancien entraîneur de l'Argentine. Le technicien sud-amé-

ricain avait même trouvé un accord avec les dirigeants marocains pour devenir sélectionneur pour les prochains mois. Au final, Jorge Sampaoli ne rebondira pas au Maroc, lui qui avait par exemple su créer la sensation avec une sélection il y a 10 ans de cela, emmenant le Chili à la victoire en Copa America.

Le nouveau sélectionneur va donc entamer une première expérience à la tête d'une sélection A avec un objectif majeur : préparer le Maroc aux prochaines échéances internationales, dont la Coupe du Monde.

Redouane BENALI

Malang Sarr renforce les Lions de la Teranga

Convoqué avec les sélections jeunes de l'équipe de France entre 2014 et 2019, le défenseur central du RC Lens Malang Sarr devrait être appelé avec le Sénégal, selon les informations de Diasporas-News, à la fin de ce mois de mars. Une juste récompense pour un des meilleurs joueurs de Ligue 1 à son poste cette saison.

Les Lions de la Teranga préparent à feux doux leur Coupe du monde 2026. Dans cette optique, le défenseur central du RC Lens, Malang Sarr, devrait être appelé pour le prochain rassemblement dans l'optique des matches amicaux contre le Pérou (28 mars) et la Gambie (31).

Si le nom de Malang Sarr apparaît dans la prochaine liste de Pape Thiaw, le joueur formé à Nice porterait pour la première fois le maillot du Sénégal, futur adversaire des Bleus en Coupe du monde, après avoir représenté la France des moins de 16 ans jusqu'aux Espoirs, en 2019. Il avait notam-

ment atteint le dernier carré de l'Euro cette même année.

Arrivé à Lens en 2024 en provenance de Chelsea, après avoir été prêté à Porto (2020-2021) et à Monaco (2022-2023), le joueur de 27 ans brille sur les pelouses de Ligue 1 et s'impose au fil des week-ends comme un des meilleurs à son poste.

Kalifa MARIKO



Malang Sarr devrait participer à la Coupe du monde avec le Sénégal. (Ph: DR)

**sport » Ghana**

Thomas Partey, la descente aux enfers

Déjà accusé de viols et d'agression sexuelle pour des faits s'étant déroulés entre 2021 et 2022, Thomas Partey fait face depuis la mi-février à deux nouvelles accusations pour viol émises par une femme différente. Le joueur de Villarreal doit comparaître pour ces allégations en novembre.

La carrière du milieu défensif ghanéen du club espagnol de Villarreal est en danger. En effet, Thomas Partey a été inculpé de deux chefs d'accusation pour viol supplémentaires le 19 février 2026. D'après le « service des poursuites de la Couronne d'Angleterre », ces accusations supplémentaires, révélées par une nouvelle enquête de la « Metropolitan Police », sont distinctes des précédentes. Elles concernent des infractions commises en 2020, signalées pour la première fois en août 2025. Partey (32 ans) faisait déjà face à deux chefs de viol concernant une première femme, trois autres chefs de viol concernant une deuxième femme ainsi qu'un chef d'agression sexuelle concernant une troisième d'après une enquête menée depuis février 2022, date du premier signalement. Le joueur a nié ces faits, qui auraient eu lieu en 2021 et 2022, et n'a pas été empêché de rejoindre Villarreal à l'été 2025 après la réquisition émise par la « Metropolitan Police » en juillet dernier. Les deux nouveaux chefs d'accusation pour viol révélés concerneraient une quatrième femme, différente des trois premières.

De nouveaux faits qui font tâche pour le milieu de terrain qui doit participer à la prochaine Coupe du monde avec le Ghana. En partance pour le club espagnol de Villarreal l'été dernier, certains supporters déploraient déjà sa



L'ancien joueur d'Arsenal devra comparaître devant le tribunal de première instance de Westminster le 13 mars 2026. (Ph: DR)

venue à la suite des premières accusations. Et les dernières ne risquent pas d'aider sa cote de popularité auprès des fans... Malgré les accusations dont il fait l'objet, Thomas Partey a depuis disputé quinze rencontres avec le club de Liga. Si les condi-

tions de sa mise en liberté sous caution ne l'empêchent pas de jouer au football, il doit tout de même informer la police de tout voyage international 24 heures à l'avance et ne doit pas entrer en contact avec les plaignants. L'ancien joueur d'Arsenal devra

comparaître devant le tribunal de première instance de Westminster le 13 mars 2026. Une chose est sûre, Thomas Partey n'échappera pas à la justice britannique.

GFY



2^e fenêtre des éliminatoires de la Coupe du Monde de basket "SPORT

La Côte d'Ivoire et le Mali en patrons

La Côte d'Ivoire et le Mali sont sortis vainqueurs de la Fenêtre 2 des Éliminatoires africaines de la Coupe du Monde de Basketball FIBA 2027, qui s'est déroulée à Alexandrie, en Égypte, et à Dakar, au Sénégal.



En attendant les matches retour des éliminatoires du Mondial, en juillet, la Côte d'Ivoire et le Mali dominent leurs groupes respectifs. (Ph: DR)

Les Éléphants de Côte d'Ivoire ont décroché une dernière victoire 99-74 contre Madagascar, concluant le premier tour du Groupe B avec un bilan parfait de 3 victoires en 3 matchs. Ils avaient lancé leur campagne de qualification pour la Coupe du Monde par une victoire 90-80 face au pays hôte, le Sénégal, avant de dominer la République démocratique du Congo 96-59. Malgré un roster jeune et amputé de quelques leaders reconnus sur le continent, la Côte d'Ivoire a montré une équipe solide défensivement, avec, sur le plan offensif, plusieurs joueurs capables de créer le danger. Quand ce n'est pas Assémian Moularé, c'est Nisré Zouzoua, Lionel Kouadio ou alors les 3 petits nouveaux qui ont agréablement surpris : Jonathan Cissé au poste de meneur, Kevin Yébo dans la raquette ou l'arrière Ulrich Mo-

hamed Kra. La performance des Ivoiriens a été tellement solide qu'on est en droit de se poser sérieusement la question du retour des absents dont certains n'avaient que des blessures diplomatiques. De son côté, le Mali a poursuivi sa progression dans la hiérarchie du basketball africain avec des victoires contre le pays hôte, l'Égypte (86-77), et l'Ouganda (84-73), avant de prendre sa revanche en battant les champions d'Afrique en titre, l'Angola, 80-79 lors de la dernière journée. On se souvient que, lors du dernier Afrobasket, l'Angola s'était imposé en finale et à domicile contre les Aigles maliens. La victoire des Maliens, en terrain neutre donc, démontre de la hauteur de leur performance, derrière un Siriman Kanouté de gala. Le meneur a compilé des statistiques de MVP avec 24 points, 11 passes décisives et

8 rebonds par match, pour un joueur qui ne mesure qu'1.76m ; Il n'y a pas à dire, Siriman Kanouté c'est le Little Big Man du basket malien en ce moment. Le niveau du Mali est d'autant plus remarquable que l'équipe a évolué sans Aliou Diarra retenu en Italie par son club. Dans le Groupe B, le Sénégal prend la seconde place derrière la Côte d'Ivoire avec 2 victoires pour 1 défaite. Les Lions de la Teranga ont souffert de l'absence de leur leader Brancou Badio retenu lui aussi en club lors du match d'ouverture contre la Côte d'Ivoire. Le résultat aurait-il été le même ? La RDC quant à elle occupe la 3^{ème} marche du podium avec 1 victoire pour 2 défaites, et devra rapidement exorciser ses démons si elle veut avoir un avenir dans ces éliminatoires. Pour Madagascar, l'apprentissage continue avec 3 défaites en autant de matchs

mais cette équipe a montré de grands progrès malgré un manque évident de joueurs de grande taille. L'Angola avec 2 victoires et 1 défaite prend la deuxième place du Groupe D. Childe Dundao a encore fait parler ses qualités de gros défenseurs en réalisant le record africain du plus grand nombre d'interceptions sur un match en un match ; c'était contre l'Ouganda avec 8 interceptions, non content de ses 22 points de moyenne par match. L'Angola devance l'Égypte qui, à domicile, a montré une trop grande fragilité notamment Ehab Amin et Assem Marei qui ont été en deçà de espérances. Notons que les trois premiers de chaque groupe avanceront au second tour. Rendez-vous donc en juillet pour la manche retour du premier tour !

Malick Daho

Mode » Paris Fashion Week

Quand Rebecca Ayoko défile pour Olivia Perez

Placée sous le haut patronage du ministère de la Culture de Côte d'Ivoire, une très belle soirée de mode s'est déroulée le 7 mars à Paris à l'occasion de la Fashion Week. Fondée en 2014 à Abidjan par la créatrice Sophia Schaub-Vincent, la maison ivoirienne Olivia Perez y présentait sa nouvelle collection aux couleurs chatoyantes intitulée « Ponts & Connexions ». Tout un programme décliné en une succession de tableaux. Le défilé a été ouvert par la mannequin iconique Rebecca Ayoko, qui fut autrefois Miss Côte d'Ivoire avant de devenir la « muse » d'Yves Saint Laurent et de connaître la gloire dans le monde entier. À l'issue d'une superbe carrière, la belle Rebecca vient de sortir un livre très émouvant de mémoires sur son parcours hors-

norme : « Quand les étoiles deviennent noires. Des rues d'Abidjan aux podiums » (Éditions Première Partie). Un document très personnel sur les coulisses du milieu de la mode et de la Haute couture qui vaut vraiment le détour.

Marraine de l'événement, Elisabeth Moreno (ex-ministre déléguée à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes) s'est réjouie de cette soirée festive organisée à la veille de la « Journée internationale des droits des femmes », dont le combat – a-t-elle souligné – est loin d'être terminé. Et elle a salué l'engagement de cette marque ivoirienne en faveur de l'entrepreneuriat féminin et de la création comme levier d'émancipation et de connexion entre les territoires. C'est d'ailleurs le nouveau com-



Rebecca Ayoko ouvre et clôture ce beau défilé.
(Ph : DR)

bat auquel elle se consacre désormais en Afrique, en accompagnant notamment la maison Olivia Perez par le programme d'incubation qu'elle a initié : La puissance du Lien.

Réunissant nombre de personnalités de la diaspora, cette soirée très parisienne n'a fait que des heureux. Fière de tous ses mannequins, la styliste ivoirienne était aux anges pour ce grand retour réussi à Paris, l'une des principales capitales de la mode.

Bruno Fanucchi

Pour en savoir plus : www.theoliviaperez.com

La styliste Olivia Perez, Elisabeth Moreno et Rebecca Ayoko. (Ph: DR)

14^e édition du Marché des Arts du Spectacle d'Abidjan « CULTURE

120 groupes dont 70 féminins, plus de 28 pays, 99 spectacles, programmés

Le directeur général du Marché des Arts du Spectacle d'Abidjan (Masa), Abou Kamaté, a présenté jeudi 12 février 2026 à Abidjan Cocody, les grandes orientations de la 14^e édition, prévue du 11 au 18 avril autour du thème "Arts du spectacle en Afrique : outil d'intégration économique et sociale".

« Le Masa s'est imposé, au fil des années, comme une vitrine de l'excellence artistique africaine et un carrefour d'échanges entre créateurs, opérateurs culturels et programmeurs du monde entier. Abidjan deviendra une fois encore du 11 au 18 avril 2026, la capitale africaine des arts vivants. Cette édition affirmera avec force que : la culture n'est pas seulement un divertissement, elle est une solution », a expliqué M. Kamaté.

LES GRANDES ORIENTATIONS

Selon lui, l'édition 2026 confirmera la vocation internationale avec la participation du Royaume du Maroc, pays invité d'honneur, et du Brésil, pays invité spécial. Il a salué l'engagement des représentations diplomatiques de ces deux pays, partenaires de l'événement. Abou Kamaté a souligné que l'événement reposera, comme à l'accoutumée, sur deux piliers complémentaires, à savoir "le Masa Marché", dédié à la construction de carrières artistiques et de partenariats professionnels, et le "Masa Festival", vitrine artistique ouverte au grand public.

La programmation annoncée comprend 99 spectacles, dont 60 groupes issus de 28 pays



Abidjan deviendra une fois encore du 11 au 18 avril 2026, la capitale africaine des arts vivants (Ph : DR)



Le Dg Abou Kamaté a souligné que ce rendez-vous culturel se veut un espace de réflexion, à travers des colloques consacrés aux grands enjeux sociétaux... (Ph : DR)

dans le cadre du Marché et 39 groupes provenant de 23 pays pour le festival, couvrant des disciplines variées telles que la musique, la danse, le théâtre, le slam, l'humour, le conte, la marionnette et les arts de la rue.

« Cette 14^e édition sera également marquée par une forte présence féminine, avec 70 groupes dirigés par des femmes

sur un total de 120 programmés. À cet effet, le prix d'excellence Henriette Dagri Diabaté, qui récompense le meilleur groupe féminin, sera décerné pour la deuxième fois », a-t-il précisé.

Le directeur général a souligné que ce rendez-vous culturel se veut par ailleurs, un espace de réflexion, à travers des colloques

consacrés aux grands enjeux sociétaux et à la transformation de la créativité en opportunités concrètes. À deux mois de l'événement, 150 programmeurs internationaux issus de 50 pays sont déjà confirmés, contre 115 lors de l'édition précédente, témoignant de l'attractivité croissante de la manifestation.

Le Masa investira les quartiers populaires d'Abidjan avec l'installation de grandes scènes dans les communes d'Abobo, Yopougon, Koumassi et Port-Bouët, afin de rapprocher les arts vivants des populations.

La cérémonie de lancement s'est déroulée sous la présidence de la ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, en présence de plusieurs membres du gouvernement, notamment Amédée Koffi Kouakou, Siandou Fofana et Jean-Louis Moulot, ainsi que des acteurs culturels.

JC PAGNI

GASTRONOMIE » Poulet kédjénou

Préparation 20 mn

INGREDIENTS

1 Poulet fermier
3 gros oignons

PREPARATION

Découpez le poulet en morceaux réguliers.

Dans un récipient lavez les morceaux de poulet avec de l'eau vinaigrée, égouttez salez, poivrez. Réservez.

Lavez, épluchez, épépinez puis coupez les tomates fraîches en quartiers.

Lavez puis coupez les aubergines en cubes.

Dans un canari ou à défaut une cocotte épaisse, faites colorer les morceaux de poulet avec les 2 cuil. à soupe d'huile de tournesol et ajouter l'ail haché, les oignons émincés, les tomates, le gingembre en purée, le bouillon de cube, les aubergines, la

Cuisson 40 mn

4 aubergines Africaines (petites)
3 tomates fraîches
2 feuilles de laurier
1 cube de bouillon

Ph: DR



poudre de poisson, les piments entiers et les feuilles de laurier.

Mouillez avec un verre d'eau, puis fermez hermétiquement avec un couvercle épais qui ne

Difficulté **

3 gousses d'ail écrasées
1 racine de gingembre
2 piments rouges
2 cuil. à soupe d'huile de tournesol

Pour 4 Personnes

1 verre d'eau
Sel, Poivre
1 cuil. à soupe de poudre de poisson séché.

laissera pas échapper la vapeur.

Dès que la préparation mijote soulevez le récipient et, sans ouvrir faire tourner le contenu afin que tous les aliments puissent cuire uniformément.

Recommencer l'opération toutes les 10 minutes au bout de 35 à 40 minutes c'est à point.

Servez chaud avec de l'attiéké, du riz ou du foutou d'igname. Bon appétit.

C'est un plat originaire de Côte d'Ivoire bien connu partout en Afrique. C'est une recette d'une grande simplicité, mais qui demande un bon dosage pour avoir la bonne quantité de sauce à l'arrivée.

Bon appétit.

Danielle EBENGU

LE NUMÉRO 627 D'AMINA mag EST EN KIOSQUE



EN COVER, GUILA CLARA KESSOUS. ARTISTE DE L'UNESCO POUR LA PAIX, GUILA CLARA KESSOUS SERA EN MARS PROCHAIN À GENÈVE OÙ ELLE PRÉSENTERA DANS LE CADRE DE LA 61^E SESSION DU CONSEIL DES DROITS HUMAINS À L'ONU SA RÉOLUTION TENDANT À CE QUE 30 % DES FEMMES SOIENT IMPOSÉES À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES. POUR CÉLÉBRER LA FEMME EN BEAUTÉ, AMINA PROPOSE QUATRE LOOKS PENSÉS COMME AUTANT D'affirmations de soi.

DROITS DES FEMMES : AMINA DONNE LA PAROLE À 13 FEMMES RETROUVEZ «O MÈRES D'IRAN» DE MASSOUMEH RAOUF QUI RETRACE LA PARCOURS POIGNANT D'UNE MÈRE DONT TOUTS LES ENFANTS SONT BROYÉS L'UN APRÈS L'AUTRE PAR LE RÉGIME DES MOLLAHS. DÉCOUVREZ «LE SILENCE DES INFORTUNES» DE NICOLE MBALLA, OU ENCORE «LE FEU SUR LA GLACE», LA BD AUTOBIOGRAPHIQUE DE SURYA BONALY, LÉGENDE DU PATINAGE ARTISTIQUE.

DANS NOS PAGES, SANDRA TENGO-SENOU, PRISCA MARCELENEY, QUITTERIE CHADEFAX, IRÈNE INOUA, JULIE-SARA FOULON, FLORINE CLOMEGAH FREITAS ET «LES NOUVEAUX BOSS» QUI CONSTRUISSENT UNE AFRIQUE QUI GAGNE ET PLEIN D'AUTRES SUCCESS STORIES ...

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site :

<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA REFERENCE AFRO-CARIBEENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

1 AN
60€
 Frais de port inclus



Recevoir
directement
vosre magazine
chez vous

Restez informé

Flashez-moi



ABONNEMENT

☒ Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____

Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...

Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA FRANCOPHONIE



MARCHÉ DES ARTS
DU SPECTACLE AFRICAIN
D'ABIDJAN

14^e ÉDITION

ENTRÉE
GRATUITE

DU 11 AU 18
AVRIL 2026

Thème

ARTS DU SPECTACLE
AFRICAIN, OUTIL D'INTÉGRATION
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.



MAROC

PAYS INVITÉ D'HONNEUR



BRÉSIL

PAYS INVITÉ SPÉCIAL

MUSIQUE - THÉÂTRE - DANSE - CONTE - HUMOUR - SLAM - CIRQUE & MARIONNETTES

INFOLINE : +225 27 20 21 35 20 / WWW.MASA.CI

